

Vu que cette demande d'avis portant le n° 75.044/1 a été rayée du rôle le 6 décembre 2023, conformément à l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Adaptation des seuils de publicité européenne dans l'arrêté royal du 23 janvier 2012*

Article 1^{er}. Dans l'article 33, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 janvier 2012 relatif à la passation des marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité, les montants de 5.382.000 euros et 431.000 euros sont remplacés respectivement par les montants de 5.538.000 euros et 443.000 euros.

CHAPITRE 2 — *Adaptation des seuils de publicité européenne dans l'arrêté royal du 18 avril 2017*

Art. 2. Dans l'article 11, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, les montants de 5.382.000 euros, 140.000 euros et 215.000 euros sont remplacés respectivement par les montants de 5.538.000 euros, 143.000 euros et 221.000 euros.

CHAPITRE 3 — *Adaptation des seuils de publicité européenne dans l'arrêté royal du 18 juin 2017*

Art. 3. Dans l'article 11, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux, les montants de 5.382.000 euros et 431.000 euros sont remplacés respectivement par les montants de 5.538.000 euros et 443.000 euros.

CHAPITRE 4 — *Adaptation de certains seuils dans l'arrêté royal du 25 juin 2017*

Art. 4. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession, le montant de 5.382.000 euros est remplacé par le montant de 5.538.000 euros.

CHAPITRE 5 — *Entrée en vigueur*

Art. 5. Pour les marchés ou les concessions dont le montant estimé est inférieur aux seuils fixés pour la publicité européenne, le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024, dans la mesure où ces marchés ou ces concessions ont été publiés ou auraient dû être publiés à partir de cette date ou, à défaut d'une obligation de publication préalable, dans la mesure où l'invitation à introduire une offre a été lancée à partir de cette date.

L'alinéa 1^{er} est également d'application pour les marchés ou les concessions dont le montant estimé est égal ou supérieur aux seuils fixés pour la publicité européenne. Toutefois, pour ces marchés et concessions, la date d'envoi de l'avis par la plateforme e-procurement au Journal officiel de l'Union européenne est considérée comme la date de publication du marché ou de la concession.

Bruxelles, le 13 décembre 2023.

Le Premier Ministre,
A. DE CROO

Gelet op het feit dat deze adviesaanvraag onder het nummer 75.044/1 op 6 december 2023 van de rol werd afgevoerd, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Besluit :

HOOFDSTUK 1 — *Wijziging van de Europese bekendmakingsdrempels in het koninklijk besluit van 23 januari 2012*

Artikel 1. In artikel 33, eerste lid, van het koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied van 23 januari 2012, worden de bedragen 5.382.000 euro en 431.000 euro vervangen door de respectieve bedragen 5.538.000 euro en 443.000 euro.

HOOFDSTUK 2 — *Wijziging van de Europese bekendmakingsdrempels in het koninklijk besluit van 18 april 2017*

Art. 2. In artikel 11, eerste lid, van het koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 worden de bedragen 5.382.000 euro, 140.000 euro en 215.000 euro vervangen door de respectieve bedragen 5.538.000 euro, 143.000 euro en 221.000 euro.

HOOFDSTUK 3 — *Wijziging van de Europese bekendmakingsdrempels in het koninklijk besluit van 18 juni 2017*

Art. 3. In artikel 11, eerste lid, van het koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de speciale sectoren van 18 juni 2017 worden de bedragen 5.382.000 euro en 431.000 euro vervangen door de respectieve bedragen 5.538.000 euro en 443.000 euro.

HOOFDSTUK 4 — *Wijziging van bepaalde drempels in het koninklijk besluit van 25 juni 2017*

Art. 4. In artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten wordt het bedrag 5.382.000 euro vervangen door het bedrag 5.538.000 euro.

HOOFDSTUK 5 — *Inwerkingtreding*

Art. 5. Voor de opdrachten of concessies waarvan de geraamde waarde lager is dan de drempels voor de Europese bekendmaking, treedt dit besluit in werking op 1 januari 2024, voor zover deze opdrachten of concessies vanaf die datum worden bekendgemaakt of hadden moeten worden bekendgemaakt of, bij ontstentenis van een verplichting tot voorafgaande bekendmaking, voor zover vanaf die datum wordt uitgenodigd tot het indienen van een offerte.

Het eerste lid is eveneens van toepassing op de opdrachten of concessies waarvan de geraamde waarde gelijk is aan of hoger is dan de drempels voor de Europese bekendmaking. Voor deze opdrachten en concessies wordt de datum van verzending door het e-procurement platform van de aankondiging naar het Europees publicatieblad echter als de datum van bekendmaking van de opdracht of de concessie beschouwd.

Brussel, 13 december 2023.

De Eerste Minister,
A. DE CROO

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2023/47746]

21 NOVEMBRE 2023. — Arrêté royal portant le classement des fonctions dans les différents niveaux

RAPPORT AU ROI

Sire,

CHAPITRE 1^{er}. — *But de l'arrêté*

Le présent arrêté vise à ancrer dans un cadre réglementaire le classement des fonctions et la pondération des fonctions dans les niveaux B, C et D, la notion de « familles de fonctions » et la pondération sur la base de critères distinctifs pour tous les niveaux de fonctions.

CHAPITRE 2. — *Discussion des articles*

Article 1^{er}. Cet article modifie l'article 5^{ter} de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2023/47746]

21 NOVEMBER 2023. — Koninklijk besluit houdende de rangschikking van de functies over de verschillende niveaus

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

HOOFDSTUK 1. — *Doel van het besluit*

Dit besluit beoogt de functieclassificatie en de weging van functies binnen de niveaus B, C en D, de notie "functiefamilies" en de weging op basis van onderscheidende criteria voor alle functieniveaus réglementair te verankeren.

HOOFDSTUK 2. — *Artikelsgewijze bespreking*

Artikel 1. Dit artikel wijzigt artikel 5^{ter} van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Premièrement, cette disposition prévoit que chaque fonction au sein de la fonction publique fédérale est associée à un grade ou à une classe ainsi qu'à une description de fonction unique.

Deuxièmement, elle habilite le ministre de la Fonction publique à répartir les fonctions en niveaux et en classes. Le terme « classer » est utilisé pour désigner cette subdivision. Ce classement s'effectue sur la base de familles de fonctions et de critères distinctifs. Sur la base de cet article, le ministre de la Fonction publique peut classer des fonctions dans les niveaux B, C et D.

Les familles de fonctions sont des groupes de fonctions qui suivent un même processus de travail. Une famille de fonctions comprend des fonctions ayant des profils de compétences génériques et techniques différents. Chaque famille de fonctions est associée à un certain nombre de descriptions de fonctions. Tous niveaux confondus (A, B, C et D), dix-huit familles de fonctions génériques sont actuellement définies avec un objectif et des domaines de résultats. Les différents domaines de résultats décrivent les sous-processus ou les étapes du processus. Par comparaison avec une fonction, une famille de fonctions est plus large et plus générique.

Chaque famille de fonctions comprend des critères distinctifs qui résumément les différences entre les niveaux et les classes au sein de la famille. Ceux-ci s'appliquent aux niveaux B, C et D et aux classes A1 à A5. La pondération se base sur de la matrice de pondération. Ceci est prévu à l'article 20^{ter} de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat.

Cela signifie qu'à partir de l'entrée en vigueur de cet arrêté, les fonctions du niveau A sont également pondérées sur la base des critères distinctifs des familles de fonctions.

Art. 2. Cet article actualise l'intitulé du chapitre I du titre II de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat.

Art. 3. Cet article prévoit que le ministre de la Fonction publique est compétent pour la classification de toutes les fonctions au sein de chaque niveau de fonction (A, B, C et D). La classification des fonctions est réalisée sur la base de la pondération des fonctions. Au sein du niveau A, les fonctions sont subdivisées en classes.

Art. 4. Cet article rend la matrice de pondération applicable aux fonctions des niveaux B, C et D. Par conséquent, les fonctions de ces niveaux peuvent être pondérées. La matrice de pondération définit un résultat de pondération pour chacun de ces niveaux.

Le numéro figurant en deuxième position dans la matrice de pondération, représente la note la plus élevée possible dans un niveau ou une classe. Par exemple, si un score de 249 est attribué, la fonction se situe dans le niveau B.

Art. 5. Cette disposition modifie l'article 20^{octies} de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. Cette modification met à jour la terminologie utilisée.

Art. 6. Cette disposition modifie l'article 3, § 1, 20°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public. Cette modification met à jour la terminologie utilisée.

Art. 7. Cette disposition abroge l'article 28^{sexies} de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public. Cet article n'est plus d'actualité.

Art. 8. Cette disposition abroge l'article 28^{septies} de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public. Cet article n'est plus d'actualité.

Art. 9. Cette disposition remplace l'article 30^{septies} de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public. Les références aux articles 20^{sexies} et 43, §§ 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, ne sont plus pertinentes. Ces articles n'existent plus.

Art. 10. Cette disposition abroge l'article 30^{bis} de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public. Cet article n'est plus d'actualité. En effet, cet article fait référence à l'article 67 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat qui est déjà abrogé.

Ten eerste verduidelijkt deze bepaling dat elke functie binnen het federaal openbaar ambt gekoppeld is aan een graad of klasse en aan een unieke functiebeschrijving.

Ten tweede maakt het de minister van Ambtenarenzaken bevoegd om functies onder te brengen in niveaus en klassen. De term "rangschikken" wordt gebruikt om deze onderverdeling aan te duiden. Deze rangschikking gebeurt op basis van functiefamilies en onderscheidende criteria. Op basis van dit artikel kan de minister van Ambtenarenzaken functies in de niveaus B, C en D rangschikken.

Functiefamilies zijn groepen van functies die eenzelfde werkproces volgen. Een functiefamilie bevat functies met verschillende generieke en technische competentieprofielen. Bij elke functiefamilie horen een aantal functiebeschrijvingen. Voor alle niveaus samen (A, B, C en D) zijn momenteel achttien generieke functiefamilies gedefinieerd met een doel en resultaatgebieden. De verschillende resultaatgebieden beschrijven de deelprocessen of stappen van het proces. In vergelijking met een functie is een functiefamilie ruimer en meer generiek.

Elke functiefamilie bevat onderscheidende criteria die de verschillen tussen de niveaus en klassen binnen de familie samenvatten. Deze zijn van toepassing op de niveaus B, C en D en op de klassen A1 tot A5. De weging vindt plaats op basis van de wegingsmatrix. Dit is voorzien in artikel 20^{ter} van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Dit betekent dat vanaf de inwerkingtreding van dit besluit de weging van functies in niveau A ook plaatsvindt op basis van de functiefamilies onderscheidende criteria.

Art. 2. Dit artikel actualiseert het opschrift van hoofdstuk I van titel II van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Art. 3. Dit artikel maakt de minister van Ambtenarenzaken bevoegd voor de functieclassificatie van alle functies binnen elk functieniveau (A, B, C en D). De functieclassificatie vindt plaats door een functieweging. Binnen niveau A worden de functies verder onderverdeeld in klassen.

Art. 4. Dit artikel maakt de wegingsmatrix van toepassing op de functies binnen de niveaus B, C en D. Bijgevolg kunnen de functies binnen deze niveaus worden gewogen. De wegingsmatrix bepaalt voor elk van deze niveaus een wegingscore.

Het tweede getal vermeld in wegingsmatrix, vormt de hoogst mogelijke score binnen het niveau of de klasse. Indien bijvoorbeeld een score van 249 wordt toegekend, bevindt de functie zich in niveau B.

Art. 5. Deze bepaling wijzigt artikel 20^{octies} van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel. De wijziging houdt een actualisering in van de gebruikte terminologie.

Art. 6. Deze bepaling wijzigt artikel 3, § 1, 20°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut. De wijziging houdt een actualisering in van de gebruikte terminologie.

Art. 7. Deze bepaling heft artikel 28^{sexies} van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, op. Dit artikel is niet meer actueel.

Art. 8. Deze bepaling heft artikel 28^{septies} van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, op. Dit artikel is niet meer actueel.

Art. 9. Deze bepaling vervangt artikel 30^{septies} van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut. De verwijzingen naar de artikelen 20^{sexies} en 43, §§ 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, zijn niet meer relevant. Deze artikelen bestaan namelijk niet meer.

Art. 10. Deze bepaling heft artikel 30^{bis} van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, op. Dit artikel verwijst namelijk naar het reeds opgeheven artikel 67 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Art. 11. Cette disposition modifie l'intitulé de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant la classification des fonctions de niveau A. La modification met à jour la terminologie utilisée.

Art. 12. Cette disposition modifie l'article 1 de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant la classification des fonctions de niveau A. La modification met à jour la terminologie utilisée.

Art. 13. Cet article abroge l'annexe 1^{re} de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant la classification des fonctions de niveau A. L'abrogation est prévue au 1^{er} janvier 2026. Cette annexe comprend la liste des descriptions de fonctions publiées pour le niveau A et qui ont été mises à jour dans le cadre de la vague de maintenance actuelle. Par conséquent tous les services fédéraux doivent veiller à ce qu'à partir du 1^{er} janvier 2026, tous les membres du personnel de niveau A reçoivent une description de fonction du nouveau type conformément à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 20 décembre 2007.

Art. 14. Cet article garantit que cet arrêté n'affectera pas les procédures en cours lorsqu'il entrera en vigueur.

Art. 15. Cet article fixe une date d'entrée en vigueur alternative. Les services fédéraux disposeront ainsi d'un délai suffisant pour se préparer aux nouvelles mesures. Ceci se fait avec l'aide d'un plan de transition. Ce plan de transition vise à permettre :

1^o le basculement vers la cartographie simplifiée des fonctions de niveau A ;

2^o la mise en œuvre de la classification des fonctions pour les niveaux B, C et D.

Art. 16. Cet article n'appelle pas de commentaire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

Conseil d'Etat, Section de législation

Avis 74.568/4 du 30 octobre 2023 sur un projet d'arrêté royal 'portant le classement des fonctions dans les différents niveaux'

Le 29 septembre 2023, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal portant le classement des fonctions dans les différents niveaux'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 octobre 2023. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'Etat, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assessseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 octobre 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Art. 11. Deze bepaling wijzigt het opschrift van het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende de classificatie van de functies van niveau A. De wijziging houdt een actualisering in van de gebruikte terminologie.

Art. 12. Deze bepaling wijzigt artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende de classificatie van de functies van niveau A. De wijziging houdt een actualisering in van de gebruikte terminologie.

Art. 13. Dit artikel heft de bijlage 1 van het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende de classificatie van de functies van niveau A, op. De opheffing is voorzien op 1 januari 2026. Deze bijlage bevat de lijst met de gepubliceerde functiebeschrijvingen binnen niveau A die tot de huidige onderhoudsgolf werd bijgewerkt. Bijgevolg dienen alle federale diensten te verzekeren dat alle personeelsleden van niveau A vanaf 1 januari 2026 een functiebeschrijving van het nieuwe type krijgen overeenkomstig bijlage 2 van het koninklijk besluit van 20 december 2007.

Art. 14. Dit artikel garandeert dat dit besluit geen uitwerking heeft op de lopende procedures wanneer het in werking treedt.

Art. 15. Dit artikel bepaalt een alternatieve inwerkingtredingsdatum. Hierdoor krijgen de federale diensten voldoende tijd om zichzelf voor te bereiden op de nieuwe maatregelen. Dit gebeurt met behulp van een transitieplan. Dit transitieplan beoogt:

1^o de kanteling naar de vereenvoudigde functiecartografie van niveau A te vergemakkelijken;

2^o de implementatie van de functieclassificatie voor de niveaus B, C en D mogelijk te maken.

Art. 16. Dit artikel behoeft geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

Raad van State, afdeling Wetgeving

Advies 74.568/4 van 30 oktober 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende de rangschikking van de functies over de verschillende niveaus'

Op 29 september 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende de rangschikking van de functies over de verschillende niveaus'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 30 oktober 2023. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 oktober 2023.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

IRRECEVABILITÉ PARTIELLE DE LA DEMANDE D'AVIS

Les articles 8 et 9 du projet sont dénués du caractère réglementaire que requiert l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' pour pouvoir faire l'objet d'un avis de la section de législation 1.

La demande d'avis est irrecevable en tant qu'elle concerne ces dispositions.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Les formalités seront mentionnées dans l'ordre chronologique de leur accomplissement 2.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Au 2^o, comme en a convenu le délégué de la Ministre, il y a lieu de renvoyer à l'annexe V de l'arrêté royal du 7 aout 1939 'organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État' et non à l'annexe 1^{re} de cet arrêté.

Article 2

Il sera précisé que c'est l'intitulé du chapitre 1^{er} « du titre II » de l'arrêté royal du 7 aout 1939 qui est remplacé.

Articles 3 à 5

L'arrêté royal du 8 janvier 1973 'fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public' contient, au chapitre V de son titre III, des dispositions déterminant des « modalités d'application » de l'arrêté royal du 7 aout 1939 qui, eu égard à leur rédaction, empêchent l'application des dispositions de l'arrêté royal du 7 aout 1939 telles qu'elles sont modifiées par le projet 3. Tel est notamment le cas de l'article 28^{sexies} de l'arrêté royal du 8 janvier 1973, comme en a convenu le délégué de la Ministre.

Le projet sera complété en conséquence.

Article 4

Au *b*), la modification est apportée au paragraphe 3 et non au paragraphe 2.

Article 5

Dans la version française, le 1^o sera rédigé comme suit :

« dans le paragraphe 1^{er}, les mots 'de la classification' sont remplacés par les mots 'du classement' ».

Article 6

Il sera précisé que la modification est apportée à l'article 3, « § 1^{er} », 2^o, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973.

Le greffier,
Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Le président,
Bernard BLERO

Notes

1 Voir en ce sens l'avis 42.807/3 donné le 3 mai 2007 sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 décembre 2007 'portant la classification des fonctions de niveau A'.

2 Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 34.

3 Voir pour une observation similaire l'avis 71.141/4 donné le 30 mars 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 12 mai 2022 'portant diverses modifications en matière de sélection des agents de l'État'.

GEDEELTELIJKE NIET-ONTVANKELIJKHEID
VAN DE ADVIESAANVRAAG

De artikelen 8 en 9 ontberen het reglementaire karakter dat bij artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State' wordt voorgeschreven opdat de afdeling Wetgeving erover advies kan verlenen.1

De adviesaanvraag is niet-ontvankelijk wat die bepalingen betreft.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

De vormvereisten moeten worden vermeld in de chronologische volgorde waarin ze zijn vervuld.2

DISPOSITIEF

Artikel 1

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de bepaling onder 2^o verwezen moet worden naar bijlage V van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 'betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel' en niet naar bijlage 1 van dat besluit.

Artikel 2

Er dient gepreciseerd te worden dat het opschrift van hoofdstuk I "van titel II" van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 vervangen wordt.

Artikelen 3 tot 5

Hoofdstuk V van titel III van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 'tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut' bevat bepalingen tot vaststelling van de "nadere regelen voor toepassing van" het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 die, gelet op de redactie ervan, de toepassing verhinderen van de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 zoals ze gewijzigd worden door het ontwerp.3 Dat geldt met name voor artikel 28^{sexies} van het koninklijk besluit van 8 januari 1973. Dat wordt ook beaamd door de gemachtigde van de minister.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

Artikel 4

De wijziging waarvan sprake is onder punt *b*) wordt aangebracht in paragraaf 3 en niet in paragraaf 2.

Artikel 5

In de Franse tekst dient de bepaling onder 1^o te worden gesteld als volgt:

"dans le paragraphe 1^{er}, les mots 'de la classification' sont remplacés par les mots 'du classement'".

Artikel 6

Er dient gepreciseerd te worden dat de wijziging wordt aangebracht in artikel 3, "§ 1", 2^o, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973.

De griffier,
Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

De voorzitter,
Bernard BLERO

Nota's

1 Zie in dat verband advies 42.807/3 van 3 mei 2007 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 20 december 2007 'houdende de classificatie van de functies van niveau A'.

2 Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 34.

3 Zie voor een gelijkaardige opmerking advies 71.141/4 van 30 maart 2022 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 12 mei 2022 'houdende diverse wijzigingen inzake de selectie van het rijkspersoneel'.

21 NOVEMBRE 2023. — Arrêté royal portant le classement des fonctions dans les différents niveaux

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37 et 107, alinéa 2 ;
Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;
Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ;
Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat ;
Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public ;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant la classification des fonctions de niveau A ;
Vu l'avis de l'inspecteur des Finances du 9 avril 2023 ;
Vu l'avis du Collège des Institutions publiques de Sécurité sociale, donné le 23 juin 2023 ;
Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 7 juillet 2023 ;

Vu la dispense d'analyse d'impact sur la base de l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;
Vu le protocole n° 823 du 21 septembre 2023 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux ;
Vu l'avis n° 74.568/4 du Conseil d'État, donné le 30 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;
Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er} — Modifications de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat

Article 1^{er}. À l'article 5^{ter} de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, remplacé par l'arrêté royal du 19 novembre 2008 et modifié par l'arrêté royal du 3 août 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

« Chaque membre du personnel exerce une fonction qui relève d'un grade ou d'une classe et qui est associée à une description de fonction. » ;

2^o entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 sont insérés trois alinéas, rédigés comme suit :

« Le ministre de la Fonction publique classe chaque fonction dans un niveau et, au sein du niveau A, dans une classe. Le classement est basé sur de familles de fonctions et de critères distinctifs.

Une famille de fonctions comprend des fonctions qui suivent un même processus de travail. Le ministre de la Fonction publique détermine les familles de fonctions et définit pour chaque famille de fonctions la dénomination de la famille, un objectif, des domaines de résultats et des critères distinctifs. À chaque niveau ou, pour le niveau A, à chaque classe est associé un profil de compétences par famille de fonctions.

Les critères distinctifs sont les caractéristiques spécifiques d'une famille de fonctions qui permettent de distinguer une fonction d'une autre au sein de cette famille de fonctions. Ils sont pondérés conformément à la méthodologie visée à l'annexe V de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat. »

CHAPITRE 2. — Modifications de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat

Art. 2. L'intitulé chapitre 1^{er} du titre II de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat est remplacé par ce qui suit :

« Classement des fonctions ».

21 NOVEMBER 2023. — Koninklijk besluit houdende de rangschikking van de functies over de verschillende niveaus

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikelen 37 en 107, tweede lid ;
Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, artikel 11, § 1, eerste lid ;
Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel ;
Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel ;
Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut ;
Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende de classificatie van de functies van niveau A ;
Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van 9 april 2023 ;
Gelet op het advies van het College van de Openbare Instellingen van Sociale Zekerheid, gegeven op 23 juni 2023 ;
Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 7 juli 2023 ;
Gelet op de vrijstelling van een impactanalyse op basis van artikel 8, § 1, 4^o, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;
Gelet op het protocol nr. 823 van 21 september 2023 van het Comité voor de federale, gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten ;
Gelet op advies nr. 74.568/4 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;
Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel

Artikel 1. In artikel 5^{ter} van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 november 2008 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“Elk personeelslid oefent een functie uit die tot een graad of klasse behoort met een bijhorende functiebeschrijving.” ;

2^o tussen het eerste en het tweede lid worden drie leden ingevoegd luidende :

“De minister van Ambtenarenzaken rangschikt elke functie in een niveau en binnen het niveau A in een klasse. De rangschikking is gebaseerd op functiefamilies en onderscheidende criteria.

Een functiefamilie omvat functies die eenzelfde werkproces volgen. De Minister van Ambtenarenzaken legt de functiefamilies vast en bepaalt voor elke functiefamilie een familiebenaming, een doel, resultaatgebieden en onderscheidende criteria. Aan elk niveau of, voor het niveau A, aan elke klasse wordt per functiefamilie een competentieprofiel gekoppeld.

Onderscheidende criteria zijn de specifieke kenmerken van een functiefamilie die de ene functie van de andere onderscheiden binnen die familie. Ze worden gewogen overeenkomstig de methodologie bedoeld in bijlage V bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel.”

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk I van titel II van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel wordt vervangen als volgt :

“Rangschikking van functies”.

Art. 3. À l'article 20bis du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 mars 2010, les mots « classifie les fonctions du niveau A, sur la base de leur pondération » sont remplacés par les mots « classe les fonctions du niveau A dans une classe et les fonctions des niveaux B, C et D sur base de leur pondération ».

Art. 4. À l'article 20ter du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 mars 2010 portant diverses mesures relatives à la carrière des agents de l'Etat, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, les mots « , B, C, et D » sont insérés entre les mots « niveau A » et les mots « font l'objet » ;

b) dans le paragraphe 3, le mot « classifiée » est remplacé par le mot « classée » ;

c) le paragraphe 3 est complété par les 6°, 7° et 8°, rédigés comme suit :

« 6° le niveau B si le résultat se situe entre 169 et 249 ;

7° le niveau C si le résultat se situe entre 114 et 168 ;

8° le niveau D si le résultat se situe entre 70 et 113. »

Art. 5. À l'article 20octies, inséré par l'arrêté royal du 4 août 2004 et modifié par l'arrêté royal du 15 mars 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « de la classification » sont remplacés par les mots « du classement » ;

2° dans le paragraphe 3, les mots « à la classification de toutes les fonctions ainsi qu'à l'organisation de la pondération et de la classification » sont remplacés par les mots « au classement de toutes les fonctions ainsi qu'à leur organisation ».

CHAPITRE 3. — Modifications de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public

Art. 6. Dans l'article 3, § 1^{er}, 20°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, rétabli par l'arrêté royal du 20 décembre 2007, les mots « portant la classification des fonctions de niveau A » sont remplacés par les mots « portant le classement des fonctions ».

Art. 7. L'article 28sexies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 20 avril 1999, est abrogé.

Art. 8. L'article 28septies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 20 avril 1999, est abrogé.

Art. 9. L'article 30 du même arrêté, rétabli par l'arrêté royal du 29 avril 2002, est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'article 4 du présent arrêté, les mots " services publics fédéraux " ne doivent pas se lire comme " organismes " pour l'application des articles 20quinquies, 3°. »

Art. 10. L'article 30bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 5 septembre 2002 et remplacé par l'arrêté royal du 4 août 2004, est abrogé.

CHAPITRE 4. — Modifications de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant la classification des fonctions de niveau A

Art. 11. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant la classification des fonctions de niveau A, les mots « portant la classification des fonctions de niveau A » sont remplacés par les mots « portant le classement des fonctions ».

Art. 12. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 2008, les mots « de niveau A sont rangées dans une classe » sont remplacés par les mots « sont classées et, au sein du niveau A, réparties dans une classe ».

Art. 13. Dans le même arrêté l'annexe 1^{re} est abrogée.

Art. 3. In artikel 20bis van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 maart 2010, worden de woorden "classificeert de functies van het niveau A op basis van hun weging" vervangen door de woorden "rangschikt de functies van niveau A in een klasse en de functies van het niveau B, C en D op basis van hun weging".

Art. 4. In artikel 20ter van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 2010 houdende diverse maatregelen betreffende de loopbaan van het rijkspersoneel, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1 worden de woorden "B, C en D" ingevoegd tussen de woorden "niveau A" en "maken het";

b) in paragraaf 3 wordt het woord "geclassificeerd" vervangen door het woord "gerangschikt";

c) paragraaf 3 wordt aangevuld met de bepalingen onder 6° tot en met 8°:

"6° het niveau B als de score gelegen is tussen 169 en 249;

7° het niveau C als de score gelegen is tussen 114 en 168;

8° het niveau D als de score gelegen is tussen 70 en 113."

Art. 5. In artikel 20octies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "de classificatie" vervangen door de woorden "de rangschikking";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "de classificatie van alle functies alsook op de organisatie van de weging en de classificatie" vervangen door de woorden "de rangschikking van alle functies alsook op de organisatie ervan".

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut

Art. 6. In artikel 3, § 1, 20°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, hersteld bij het koninklijk besluit van 20 december 2007, worden de woorden "houdende de classificatie van de functies van niveau A" vervangen door de woorden "houdende de rangschikking van functies".

Art. 7. Artikel 28sexies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 april 1999, wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 28septies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 april 1999, wordt opgeheven.

Art. 9. Artikel 30 van hetzelfde besluit, hersteld bij het koninklijk besluit van 29 april 2002, wordt vervangen als volgt:

"In afwijking van artikel 4, moeten de woorden "federale overheidsdiensten" niet gelezen worden als "instellingen" voor de toepassing van artikel 20quinquies, 3°."

Art. 10. Artikel 30bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 september 2002 en vervangen bij het koninklijk besluit van 4 augustus 2004, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende de classificatie van de functies van niveau A

Art. 11. In het opschrift van het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende de classificatie van de functies van niveau A worden de woorden "houdende de classificatie van de functies van niveau A" vervangen door de woorden "houdende de rangschikking van functies".

Art. 12. In artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 november 2008, worden de woorden "van niveau A ingedeeld in een (klasse)" vervangen door de woorden "gerangschikt en binnen niveau A in een klasse".

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt de bijlage 1 opgeheven.

CHAPITRE 5. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 14. Les procédures relatives à l'évaluation, la sélection, à l'accession au niveau supérieur et aux mutations qui sont en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont réglées par les dispositions telles qu'elles étaient en vigueur avant cette date.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Art. 16. Le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 novembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

HOOFDSTUK 5. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 14. De procedures inzake evaluatie, selectie, overgang naar het hogere niveau en mutaties die lopend zijn op de datum van inwerking-treding van dit besluit worden verder geregeld door de bepalingen zoals die van kracht waren op die datum.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2026.

Art. 16. De minister bevoegd voor Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 november 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2023/48287]

5 DECEMBRE 2023. — Arrêté royal portant première répartition du crédit provisionnel inscrit au programme 06-90-1 de la loi du 26 décembre 2022 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2023, modifié par la loi du 9 juillet 2023 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses pour l'année 2023 et destiné à couvrir les surcoûts de l'indexation

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 décembre 2022 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2023, modifiée par la loi du 9 juillet 2023, l'article 2.06.2 remplacé par la loi du 9 juillet 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 décembre 2023;

Considérant qu'un crédit d'engagement et un crédit de liquidation provisionnel de 179.629.000 euros, destinés à couvrir les surcoûts de l'indexation, sont inscrits au programme 06-90-1 de la loi 26 décembre 2022 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2023, modifié par la loi du 9 juillet 2023;

Considérant que l'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans le secteur public a été atteint en octobre 2023 ;

Sur la proposition de la secrétaire d'Etat au Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un crédit d'engagement et un crédit de liquidation de 79.982.841 euros en engagement et 79.977.841 en liquidation sont prélevés du crédit provisionnel, inscrit au programme 06-90-1 (allocation de base 90.10.01.00.07) de la loi du 26 décembre 2022 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2023, modifiée par la loi du 9 juillet 2023, et sont répartis conformément au tableau ci-annexé.

Le montant figurant dans ce tableau est rattaché au crédit prévu pour l'année budgétaire 2023 aux programme et allocation de base concernés.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 7 décembre 2023.

Art. 3. La secrétaire d'Etat qui a le Budget dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La secrétaire d'Etat au Budget,
A. BERTRAND

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2023/48287]

5 DECEMBER 2023. — Koninklijk besluit houdende eerste verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven in het programma 06-90-1 van de wet van 26 december 2022 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2023, gewijzigd bij de wet van 9 juli 2023 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2023 en bestemd tot het dekken van de meerkosten ten gevolge van de index

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 december 2022 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2023, gewijzigd door de wet van 9 juli 2023, artikel 2.06.2 vervangen bij de wet van 3 juli 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 december 2023;

Overwegende dat op het programma 06-90-1 van de wet van 26 december 2022 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2023, gewijzigd bij de wet van 9 juli 2023, een provisioneel vastleggingskrediet en een provisioneel vereffeningskrediet van 179.629.000 euro zijn ingeschreven voor het dekken van de meerkosten ten gevolge van de index;

Overwegende dat de spilindex voor de overheidswedden en sociale uitkeringen werd in oktober 2023 laatst bereikt ;

Op de voordracht van de staatssecretaris voor Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een vastleggingskrediet en een vereffeningskrediet van 79.982.841 euro in vastlegging en 79.977.841 in vereffening worden afgenomen van het provisioneel krediet, ingeschreven op het programma 06-90-1 (basisallocatie 90.10.01.00.07) van de wet van 26 december 2022 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2023, gewijzigd bij de wet van 9 juli 2023, en wordt verdeeld overeenkomstig de bijgevoegde tabel.

Het in deze tabel vermelde bedrag wordt gevoegd bij het krediet dat onder het betrokken programma en basisallocatie is uitgetrokken voor het begrotingsjaar 2023.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 7 december 2023.

Art. 3. De staatssecretaris bevoegd voor Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De staatssecretaris voor Begroting,
A. BERTRAND